Labarthe-Inard : finances de la commune

Commune · Haute-Garonne (31) · 888 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Labarthe-Inard affichait un encours de dette de 442 k€, soit 498 € par habitant, une épargne brute égale à 19,6 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 3,8 ans.

Dette par habitant
498 €
442 k€ au total

Capacité de désendettement
3,8 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
19,6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
533 € / hab.
473 k€ au total

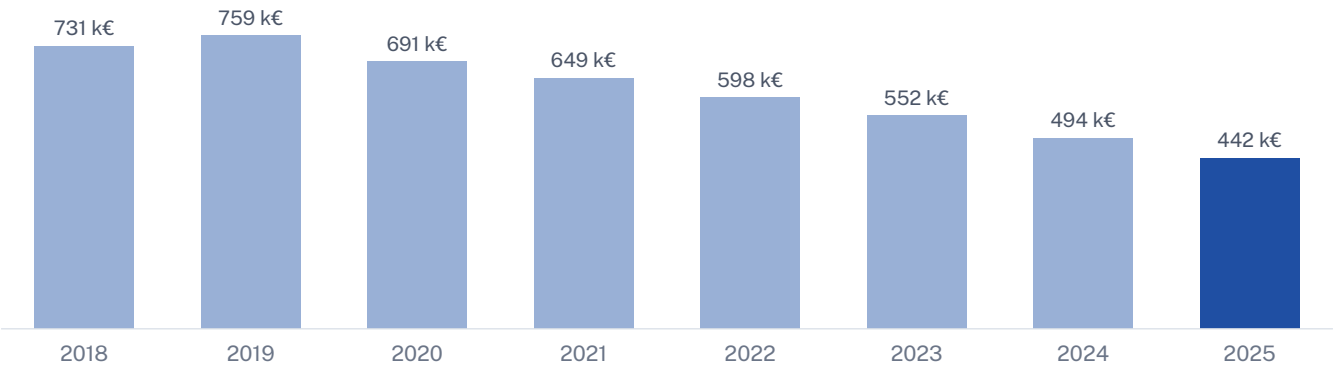
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	533 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	39,9 %	213 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	19,6 %	130 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	498 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	325 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	304 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 731 k€ en 2018 à 442 k€ en 2025 (-39,5 %). Valeur la plus haute : 759 k€ en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	731 k€	28 %	5 ans	2 836 €
2019	759 k€	21,8 %	6,9 ans	121 k€
2020	691 k€	15,5 %	8,7 ans	24 k€
2021	649 k€	23,1 %	5,5 ans	45 k€
2022	598 k€	20,5 %	5,3 ans	101 k€
2023	552 k€	21,8 %	4,5 ans	33 k€
2024	494 k€	12 %	7,1 ans	56 k€
2025	442 k€	19,6 %	3,8 ans	288 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Labarthe-Inard	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	498 €	350 €	+42,6 %
Impôts locaux par habitant	304 €	482 €	−37 %
Frais de personnel par habitant	213 €	322 €	−33,9 %
Investissement par habitant	325 €	224 €	+44,9 %
Taux d'épargne brute	19,6 %	18 %	
Capacité de désendettement	3,8 ans	1,8 ans	

Jumelles : Port (01), Belhomert-Guéhouville (28), Saint-Césaire (17), Remilly-Aillicourt (08), Graignes-Mesnil-Angot (50), Vron (80), La Chapelaude (03), Muille-Villette (80), Émerchicourt (59), Verruyes (79). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	870	888	+2,1 %	+3,5 %
Dette par habitant	873 €	498 €	−42,9 %	−32,8 %
Impôts locaux par habitant	285 €	304 €	+6,7 %	+27 %
Frais de personnel par habitant	190 €	213 €	+12 %	+18 %
Taux d'épargne brute	21,8 %	19,6 %	−2,2 points	−0,2 point
Capacité de désendettement	6,9 ans	3,8 ans	−3,1 ans	−0,6 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		619 €		1 340 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Labarthe-Inard	Comparaison
Habitants (2023)	871	−3,5 % depuis 2012 (département : +15 %)
65 ans ou plus (2023)	23 %	département : 17,2 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3,4 pour 100 habitants	département : 5,2
Salariés du secteur privé (2025)	351	+37,1 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	79	−10,2 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	95,2	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

380 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 400 emplois, soit 108 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	2,6 %	0,5 %	1,3 %	1,3 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	9,5 %	6 %	6,6 %	8,6 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	10,8 %	29,2 %	20,1 %	10,1 %
Professions intermédiaires	20,1 %	27,9 %	26,4 %	20,9 %
Employés	24,3 %	23,1 %	26,1 %	13,9 %
Ouvriers	32,5 %	13,3 %	19,5 %	45,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Haute-Garonne (31)

Profession	Habitants (environ)	Part
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	19 110	2,9 %
Ingénieurs et cadres d'études, de recherche et développement informatique et de production des données	14 220	2,1 %
Chefs de projet, responsables informatiques et du conseil informatique	10 020	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	9 990	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	9 130	1,4 %
Infirmiers en soins généraux salariés	8 720	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	8 350	1,3 %
Aides-soignants	8 230	1,2 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	7 340	1,1 %
Ouvriers du nettoyage	7 250	1,1 %
Ingénieurs et cadres d'exploitation informatique (réseaux, systèmes, sécurité et support)	6 930	1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	6 850	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Haute-Garonne (31)) : 45 730 au moins, dont 40,2 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	3 197	21,9 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	2 090	81,8 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 741	39,5 %
Aides-soignants	1 514	46,2 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 358	70 %

Métier	Projets	Difficiles
Artistes (musique, danse, spectacles)	1 287	3,9 %
Personnels de ménage chez des particuliers	1 221	37 %
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en informatique et télécom	1 135	45,9 %
Employés de libre service	988	20,1 %
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement (industrie)	965	35,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Labarthe-Inard
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	8 672 € pour 1 projet
Par habitant	10 € (communes de même taille : 210 € ; département : 145 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	80 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Caméras de vidéosurveillance au niveau de la salle des fêtes et de l'école	8 672 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.